

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°30-2021-122

PUBLIÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Sommaire

Prefecture du Gard /

30-2021-12-30-00004 - Arrêté prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune d'Alès (4 pages)	Page 3
30-2021-12-30-00005 - Arrêté prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Bagnols-sur-Cèze (4 pages)	Page 8
30-2021-12-30-00006 - Arrêté prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Beaucaire (4 pages)	Page 13
30-2021-12-30-00003 - Arrêté prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Nîmes (3 pages)	Page 18
30-2021-12-30-00002 - Arrêté prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard (5 pages)	Page 22

Prefecture du Gard

30-2021-12-30-00004

Arrêté prescrivant les conditions du port du
masque au sein de la commune d'Alès

**Arrêté 30-2021-363-003
prescrivant les conditions du port du masque dans la commune d'Alès**

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- Vu** le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-1 ;
- Vu** le code de procédure pénale, notamment ses articles 529, R. 48-1, R. 49, R. 49-3, R. 49-7 et R. 251 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021, nommant Madame Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- Vu** l'arrêté n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard ;
- Vu** l'avis en date du 29 décembre 2021 de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé et le bilan sanitaire du 28 décembre 2021 ;
- Vu** la consultation préalable des parlementaires concernés, des exécutifs locaux et des représentants consulaires du Gard, membres du comité de concertation départemental pour la Covid-19 ;
- Vu** l'urgence,
- Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 et de ses variants ;
- Considérant** qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le préfet de département peut, « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;
- Considérant** la situation épidémique du département, caractérisée par une circulation active du virus SARS-CoV-2, notamment du variant Delta, qui présente un risque de transmissibilité accrue ;
- Considérant** qu'en Occitanie, est observée une circulation virale importante dans tous les départements avec une croissance fulgurante des indicateurs épidémiologiques ; que pour la période du 19 décembre 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges atteint 709,1 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests augmente à 7,8% sur cette même période ;

Considérant que, pour le Gard, pour la période du 19 au 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département s'élève à 722,1 pour 100 000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8,3 %; que la part du variant Delta est massive et que la contagiosité du variant Omicron engendre une transmissibilité accrue ;

Considérant que la situation de tension sur le système hospitalier gardois se traduit par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ;

Considérant que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250 ; que le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

Considérant que la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier impose une grande vigilance ;

Considérant que le taux vaccinal de la population et le taux de la population ayant un schéma vaccinal complet ne permettent pas encore de garantir une immunité collective ;

Considérant que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ;

Considérant que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, et en moyenne pendant une dizaine de jours; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique Covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus SARS-Cov-2 et de ses variants, sur l'ensemble du département du Gard, entraînant alors une hausse des contaminations et un afflux massif de patients de nature à détériorer l'offre de soins départementale ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que la situation épidémiologique, la densité et les flux de population dans le centre-ville des communes de plus de 15 000 habitants du département du Gard nécessitent la mise en œuvre de mesures complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1 : En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard, le port du masque est rendu obligatoire sur le territoire de la commune d'Alès, au sein du périmètre délimité par les voies suivantes et annexé au présent arrêté :

- Rue Albert 1^{er} ;
- Place des Martyrs de la Résistance ;
- Rond-point Auvergne.
- Boulevard Louis Blanc, incluant la place H. Barbusse ;
- Extension du périmètre à l'avenue Général De Gaulle et à la Place Pierre Semard ;

- Rue du Docteur Serre jusqu'à l'angle de la rue du 14 juillet ;
 - Rue du 14 juillet ;
 - Rue Florian, portion entre la rue du 14 juillet et la rue Mandajors ;
 - Rue Mandajors, portion entre la rue Florian et le Boulevard Gambetta ;
 - Boulevard Gambetta, portion entre la rue Mandajors et la rue Jean Julien Trellis.
 - Rue Jean Julien Trellis, portion entre le Boulevard Gambetta et la rue des Frères Chotard ;
 - Place de la Libération ;
 - Avenue Carnot, portion entre la place de la Libération et la rue Balore ;
 - Rue Balore ;
 - Rue d'Estienne d'Orves.
 - Place de l'Abbaye, Marché couvert ;
 - Place St Jean, Cathédrale St Jean, de l'angle de la rue de la Meunière à la rue Rollin ;
 - Rue Rollin jusqu'à l'angle de la rue Jules Cazot ;
 - Office du tourisme Rue Albert 1er
- Ces voies sont incluses dans le périmètre.

Article 2 : Font exception à l'obligation du port du masque :

- Les personnes de moins de onze ans ;
- Les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus. ;
- Les personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

Article 3 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il est valable **jusqu'au mercredi 2 février 2022 inclus**. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion, tant auprès des élus locaux que du public, par toute voie de communication disponible.

Article 4 : Le non-respect des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la préfète du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : La directrice de cabinet de la préfète du Gard, le sous-préfet d'Alès, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour information au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Alès.

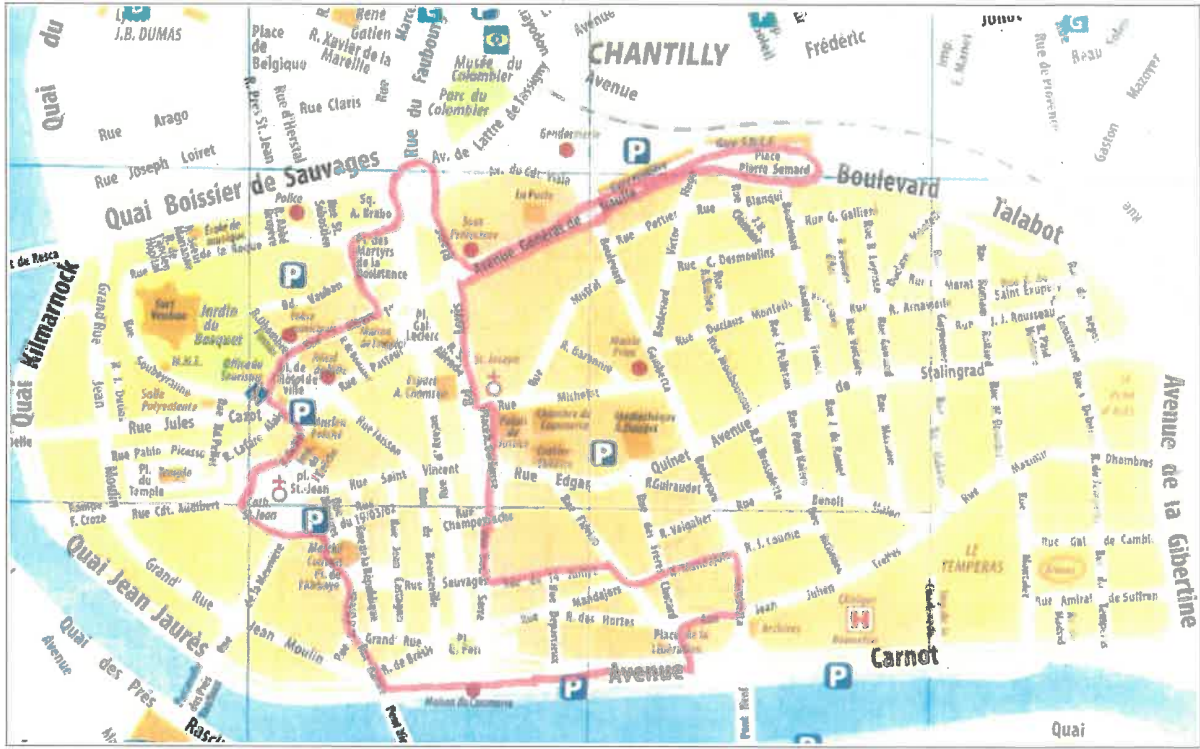
Nîmes, le 30 décembre 2021

La préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

PERIMETRE PORT DU MASQUE CENTRE-VILLE ALES



Prefecture du Gard

30-2021-12-30-00005

Arrêté prescrivant les conditions du port du
masque au sein de la commune de
Bagnols-sur-Cèze

Arrêté 30-2021-363-004
prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Bagnols-sur-Cèze

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- Vu** le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-1 ;
- Vu** le code de procédure pénale, notamment ses articles 529, R. 48-1, R. 49, R. 49-3, R. 49-7 et R. 251 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021, nommant Madame Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- Vu** l'arrêté n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard ;
- Vu** l'avis en date du 29 décembre 2021 de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé et le bilan sanitaire du 28 décembre 2021 ;
- Vu** la consultation préalable des parlementaires concernés, des exécutifs locaux et des représentants consulaires du Gard, membres du comité de concertation départemental pour la Covid-19 ;
- Vu** l'urgence,
- Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 et de ses variants ;
- Considérant** qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le préfet de département peut, « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;
- Considérant** la situation épidémique du département, caractérisée par une circulation active du virus SARS-CoV-2, notamment du variant Delta, qui présente un risque de transmissibilité accrue ;
- Considérant** qu'en Occitanie, est observée une circulation virale importante dans tous les départements avec une croissance fulgurante des indicateurs épidémiologiques ; que pour la période du 19 décembre 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges atteint 709,1 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests augmente à 7,8% sur cette même période ;

Considérant que, pour le Gard, pour la période du 19 au 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département s'élève à 722,1 pour 100 000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8,3 %; que la part du variant Delta est massive et que la contagiosité du variant Omicron engendre une transmissibilité accrue ;

Considérant que la situation de tension sur le système hospitalier gardois se traduit par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ;

Considérant que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250 ; que le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

Considérant que la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier impose une grande vigilance ;

Considérant que le taux vaccinal de la population et le taux de la population ayant un schéma vaccinal complet ne permettent pas encore de garantir une immunité collective ;

Considérant que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ;

Considérant que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, et en moyenne pendant une dizaine de jours; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique Covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus SARS-Cov-2 et de ses variants, sur l'ensemble du département du Gard, entraînant alors une hausse des contaminations et un afflux massif de patients de nature à détériorer l'offre de soins départementale ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que la situation épidémiologique, la densité et les flux de population dans le centre-ville des communes de plus de 15 000 habitants du département du Gard nécessitent la mise en œuvre de mesures complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1 : En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard, le port du masque est rendu obligatoire sur le territoire de la commune de Bagnols-sur-Cèze, au sein du périmètre délimité par les voies suivantes et annexé au présent arrêté :

- la place Jean-Jaurès
- l'avenue Paul-Langevin
- l'avenue Jean-Perrin
- la place Bertin-Boissin

- la rue Garidel-Allègre, de la place Bertin-Boissin à l'intersection avec le chemin des dames
- le chemin des dames
- la descente des Perrières
- l'avenue Léon-Blum

Ces voies sont incluses dans le périmètre.

Article 2 : Font exception à l'obligation du port du masque :

- Les personnes de moins de onze ans ;
- Les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus. ;
- Les personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

Article 3 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il est valable **jusqu'au mercredi 2 février 2022 inclus**. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion, tant auprès des élus locaux que du public, par toute voie de communication disponible.

Article 4 : Le non-respect des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la préfète du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : La directrice de cabinet de la préfète du Gard, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour information au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nîmes.

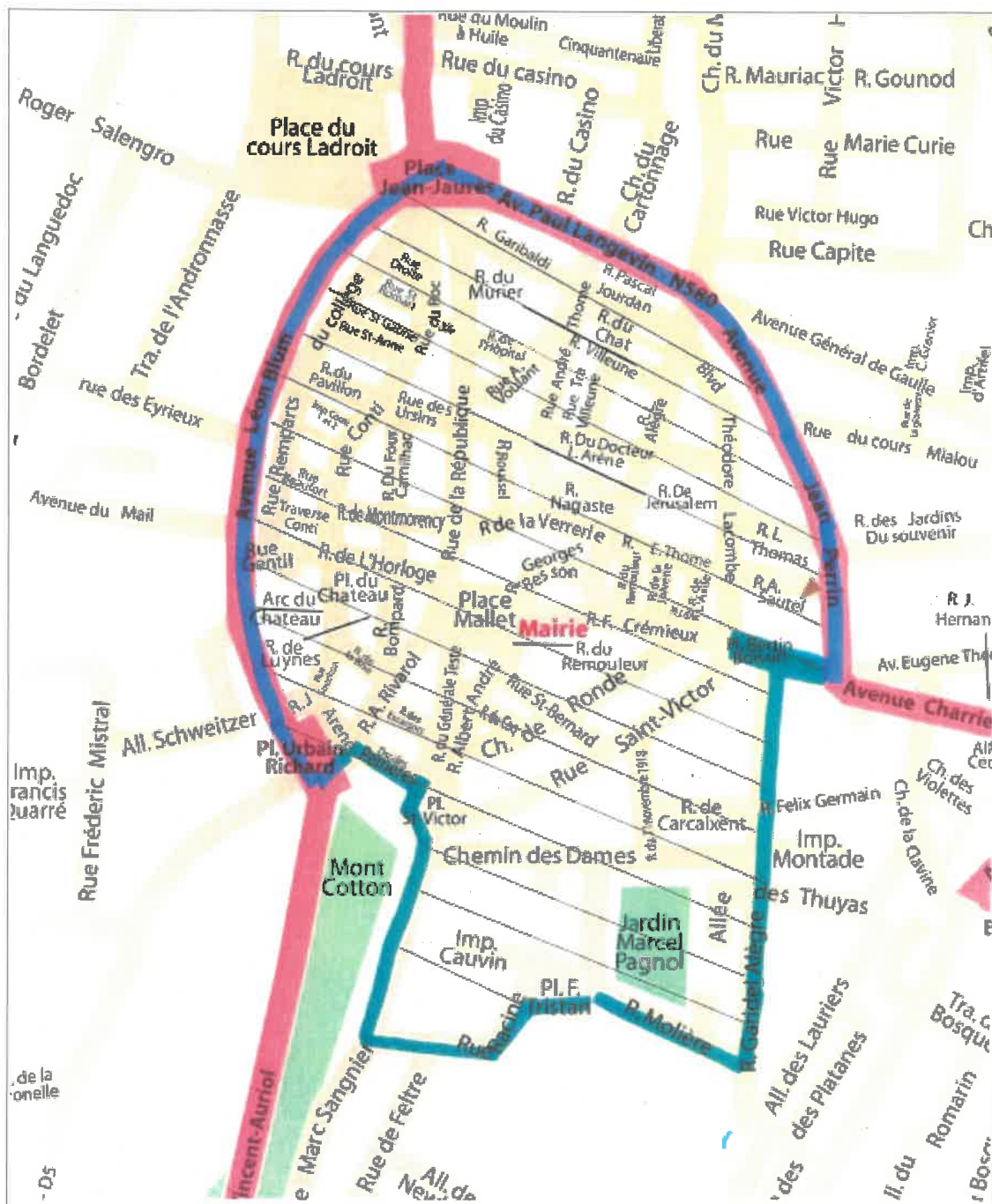
Nîmes, le 30 décembre 2021

La préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

PERIMETRE PORT DU MASQUE CENTRE-VILLE BAGNOLS-SUR-CEZE



Prefecture du Gard

30-2021-12-30-00006

Arrêté prescrivant les conditions du port du
masque au sein de la commune de Beaucaire

Arrêté 30-2021-363-005
prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Beaucaire

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;**
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
Vu le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-1 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 529, R. 48-1, R. 49, R. 49-3, R. 49-7 et R. 251 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu le décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du Président de la République du 17 février 2021, nommant Madame Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
Vu l'arrêté n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard ;
Vu l'avis en date du 29 décembre 2021 de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé et le bilan sanitaire du 28 décembre 2021 ;
Vu la consultation préalable des parlementaires concernés, des exécutifs locaux et des représentants consulaires du Gard, membres du comité de concertation départemental pour la Covid-19 ;
Vu l'urgence,
Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 et de ses variants ;
Considérant qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le préfet de département peut, « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;
Considérant la situation épidémique du département, caractérisée par une circulation active du virus SARS-CoV-2, notamment du variant Delta, qui présente un risque de transmissibilité accrue ;
Considérant qu'en Occitanie, est observée une circulation virale importante dans tous les départements avec une croissance fulgurante des indicateurs épidémiologiques ; que pour la période du 19 décembre 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges atteint 709,1 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests augmente à 7,8% sur cette même période ;

Considérant que, pour le Gard, pour la période du 19 au 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département s'élève à 722,1 pour 100 000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8,3 %; que la part du variant Delta est massive et que la contagiosité du variant Omicron engendre une transmissibilité accrue ;

Considérant que la situation de tension sur le système hospitalier gardois se traduit par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ;

Considérant que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250 ; que le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

Considérant que la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier impose une grande vigilance ;

Considérant que le taux vaccinal de la population et le taux de la population ayant un schéma vaccinal complet ne permettent pas encore de garantir une immunité collective ;

Considérant que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ;

Considérant que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, et en moyenne pendant une dizaine de jours; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique Covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus SARS-Cov-2 et de ses variants, sur l'ensemble du département du Gard, entraînant alors une hausse des contaminations et un afflux massif de patients de nature à détériorer l'offre de soins départementale ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que la situation épidémiologique, la densité et les flux de population dans le centre-ville des communes de plus de 15 000 habitants du département du Gard nécessitent la mise en œuvre de mesures complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1 : En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard, le port du masque est rendu obligatoire sur le territoire de la commune de Beaucaire, au sein du périmètre délimité par les voies suivantes et annexé au présent arrêté :

- Au nord, par le Boulevard Maréchal Joffre ;
- A l'est, par la banquette de la digue ;
- Au sud, par le Quai de la Paix et le Cours Sadi Carnot ;
- A l'ouest, par le boulevard Maréchal Foch.

Ces voies sont incluses dans le périmètre.

Article 2 : Font exception à l'obligation du port du masque :

- Les personnes de moins de onze ans ;
- Les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus. ;
- Les personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

Article 3 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il est valable **jusqu'au mercredi 2 février 2022 inclus**. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion, tant auprès des élus locaux que du public, par toute voie de communication disponible.

Article 4 : Le non-respect des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la préfète du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : La directrice de cabinet de la préfète du Gard, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour information au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nîmes.

Nîmes, le 30 décembre 2021

La préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

Prefecture du Gard

30-2021-12-30-00003

Arrêté prescrivant les conditions du port du
masque au sein de la commune de Nîmes

Arrêté 30-2021-363-002
prescrivant les conditions du port du masque au sein de la commune de Nîmes

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- Vu** le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-1 ;
- Vu** le code de procédure pénale, notamment ses articles 529, R. 48-1, R. 49, R. 49-3, R. 49-7 et R. 251 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021, nommant Madame Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- Vu** l'arrêté n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard ;
- Vu** l'avis en date du 29 décembre 2021 de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé et le bilan sanitaire du 28 décembre 2021 ;
- Vu** la consultation préalable des parlementaires concernés, des exécutifs locaux et des représentants consulaires du Gard, membres du comité de concertation départemental pour la Covid-19 ;
- Vu** l'urgence,
- Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 et de ses variants ;
- Considérant** qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le préfet de département peut, « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;
- Considérant** la situation épidémique du département, caractérisée par une circulation active du virus SARS-CoV-2, notamment du variant Delta, qui présente un risque de transmissibilité accrue ;
- Considérant** qu'en Occitanie, est observée une circulation virale importante dans tous les départements avec une croissance fulgurante des indicateurs épidémiologiques ; que pour la période du 19 décembre 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges atteint 709,1 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests augmente à 7,8% sur cette même période ;

Considérant que, pour le Gard, pour la période du 19 au 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département s'élève à 722,1 pour 100 000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8,3 %; que la part du variant Delta est massive et que la contagiosité du variant Omicron engendre une transmissibilité accrue ;

Considérant que la situation de tension sur le système hospitalier gardois se traduit par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ;

Considérant que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250 ; que le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

Considérant que la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier impose une grande vigilance ;

Considérant que le taux vaccinal de la population et le taux de la population ayant un schéma vaccinal complet ne permettent pas encore de garantir une immunité collective ;

Considérant que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ;

Considérant que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, et en moyenne pendant une dizaine de jours; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique Covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus SARS-Cov-2 et de ses variants, sur l'ensemble du département du Gard, entraînant alors une hausse des contaminations et un afflux massif de patients de nature à détériorer l'offre de soins départementale ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que la situation épidémiologique, la densité et les flux de population dans le centre-ville des communes de plus de 15 000 habitants du département du Gard nécessitent la mise en œuvre de mesures complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1 : En complément des dispositions de l'arrêté préfectoral n°30-2021-363-001 du 30 décembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard, le port du masque est rendu obligatoire sur le territoire de la commune de Nîmes, au sein du périmètre délimité par les voies suivantes :

- Boulevard des Arènes
- Boulevard Gambetta
- Boulevard Amiral Courbet
- Boulevard Victor Hugo
- Boulevard Alphonse Daudet

- l'Esplanade
- Boulevard de Prague
- Boulevard de la Libération

Ces voies sont incluses dans le périmètre.

Article 2 : Font exception à l'obligation du port du masque :

- Les personnes de moins de onze ans ;
- Les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus. ;
- Les personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

Article 3 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il est valable **jusqu'au mercredi 2 février 2022 inclus**. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion, tant auprès des élus locaux que du public, par toute voie de communication disponible.

Article 4 : Le non-respect des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la préfète du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : La directrice de cabinet de la préfète du Gard, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le maire de la commune concernée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour information au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nîmes.

Nîmes, le 30 décembre 2021

La préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

Prefecture du Gard

30-2021-12-30-00002

Arrêté prescrivant les conditions du port du
masque dans le département du Gard



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet
Direction des sécurités
Service d'animation des
politiques de sécurité intérieure**

**Arrêté 30-2021-363-001
prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard**

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1 et suivants et L. 3136-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- Vu** le code pénal, notamment ses articles 131-13 et R 610-1 ;
- Vu** le code de procédure pénale, notamment ses articles 529, R. 48-1, R. 49, R. 49-3, R. 49-7 et R. 251 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021, nommant Madame Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- Vu** l'arrêté n°30-2021-333-001 du 30 novembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard ;
- Vu** l'avis en date du 29 décembre 2021 de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé et le bilan sanitaire du 28 décembre 2021 ;
- Vu** la consultation préalable des parlementaires concernés, des exécutifs locaux et des représentants consulaires du Gard, membres du comité de concertation départemental pour la Covid-19 ;
- Vu** l'urgence,
- Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-CoV-2 et de ses variants ;
- Considérant** qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié susvisé, le préfet de département peut, « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;
- Considérant** la situation épidémique du département, caractérisée par une circulation active du virus SARS-CoV-2, notamment du variant Delta, qui présente un risque de transmissibilité accrue ;
- Considérant** qu'en Occitanie, est observée une circulation virale importante dans tous les départements avec une croissance fulgurante des indicateurs épidémiologiques ; que pour la période du 19 décembre 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges atteint 709,1 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests augmente à 7,8% sur cette même période ;

Considérant que, pour le Gard, pour la période du 19 au 25 décembre 2021, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département s'élève à 722,1 pour 100 000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8,3 %; que la part du variant Delta est massive et que la contagiosité du variant Omicron engendre une transmissibilité accrue ;

Considérant que la situation de tension sur le système hospitalier gardois se traduit par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ;

Considérant que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250 ; que le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

Considérant que la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier impose une grande vigilance ;

Considérant que le taux vaccinal de la population et le taux de la population ayant un schéma vaccinal complet ne permettent pas encore de garantir une immunité collective ;

Considérant que l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 17 juin 2021 identifie comme facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes ;

Considérant que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, et en moyenne pendant une dizaine de jours; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique Covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ou de circulation du virus SARS-Cov-2 et de ses variants, sur l'ensemble du département du Gard, entraînant alors une hausse des contaminations et un afflux massif de patients de nature à détériorer l'offre de soins départementale ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que, parallèlement, aux dispositions du présent arrêté, l'obligation du port du masque du masque peut être étendue, par arrêté préfectoral, après consultation des maires concernés, au centre-ville des communes gardoises lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1 : En extérieur, sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus, circulant ou accédant dans des lieux à forte densité de personnes, lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée.

Sont concernés :

- les marchés de plein-air alimentaires et non-alimentaires, les brocantes et vide-greniers, foires et fêtes foraines ainsi que les ventes au déballage ;
- tout rassemblement public générant un rassemblement important de population, dont les manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, les festivals, les concerts en plein-air et les événements sportifs de plein-air ;

- les espaces d'attente des transports en commun terrestres et aériens (abris bus, aéroports, quais des gares, quais des voies de tramways) ;
- les espaces et les files d'attente à l'extérieur des établissements recevant du public.

Article 2 : Le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ou plus, au sein des établissements recevant du public, pour ce qui concerne leurs espaces intérieurs et extérieurs ainsi que dans les transports publics et dans les véhicules professionnels rassemblant plusieurs personnes.

Article 3 : Font exception à l'obligation du port du masque :

- Les personnes de moins de onze ans ;
- Les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus. ;
- Les personnes pratiquant une activité physique ou sportive.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°30-2021-333-001 du 30 novembre 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département du Gard est abrogé.

Article 5 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il est valable **jusqu'au mercredi 2 février 2022 inclus**. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion, tant auprès des élus locaux que du public, par toute voie de communication disponible.

Article 6 : Le non-respect des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la préfète du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : La directrice de cabinet de la préfète du Gard, la sous-préfète du Vigan, le sous-préfet d'Alès, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique du Vaucluse, le Général, commandant le groupement de gendarmerie du Gard, les maires et présidents d'EPCI du Gard, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour information aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Nîmes et d'Alès.

Nîmes, le 30 décembre 2021

La préfète,



Marie-Françoise LECAILLON

Service émetteur : Direction
Affaire suivie par : Claude Rols
Courriel : clauderols@ars.sante.fr
Téléphone : 04 66 76 80 40
Réf. : [AVIS COVID ARS PREFET 20211229.docx](#)
Date : 29/12/2021

Le directeur de la délégation départementale

à

**Objet : Avis sanitaire sur des mesures visant à enrayer
la progression de l'épidémie de Covid-19**

Madame la Préfète du Gard

Je fais suite à votre demande dans laquelle vous sollicitez l'avis de l'Agence régionale de santé Occitanie sur les situations épidémiologique et sanitaire s'agissant de l'épidémie de COVID-19 dans le département du Gard.

1. Evolution des indicateurs épidémiologiques et sanitaires dans le département du Gard

Le dernier point régional épidémiologique indique, pour l'Occitanie, une circulation virale très importante dans tous les départements, avec une forte croissance des taux d'incidence.

Ainsi, les données épidémiologiques pour la région Occitanie pour la période du 19 décembre au 25 décembre 2021, font état d'un taux d'incidence tous âges de 709.1 pour 100.000 habitants et d'un taux de positivité des tests de 7.8% sur cette même période.

En ce qui concerne le Gard, le taux d'incidence tous âges pour l'ensemble du département pour cette même période s'élève à 787.9 pour 100.000 habitants et le taux de positivité des tests ressort à 8.3 %.

Il convient de souligner, s'agissant du taux d'incidence tous âges, que le seuil d'alerte se situe à 50, le seuil d'alerte renforcée à 150 et le seuil d'alerte maximale à 250. Le seuil d'attention pour le taux de positivité est estimé à 5 et le seuil d'alerte à 10.

La part du variant delta demeure prépondérante. Cependant, le variant Omicron circule très rapidement et sa diffusion a déjà commencé (environ 10% des cas positifs en Occitanie en fin de semaine dernière).

Dans le même temps, la situation sanitaire dans sa traduction sur l'impact hospitalier est très préoccupante. Pour le Gard, la situation de tension sur le système hospitalier telle qu'elle apparaît dans les données de l'observatoire régional des urgences au 28 décembre, se traduit notamment par un taux d'occupation global des lits de réanimation de 95%, occupés à 63% par des patients COVID ; ces chiffres concordent avec ceux de la région Occitanie, respectivement de 90% et 49%.

2. Mesures envisagées

Au regard de ces données qui soulignent une circulation virale COVID 19 très importante sur le territoire, il apparaît que les recommandations de respect des gestes barrière doivent être maintenues en les adaptant à la hausse et en diffusant plus largement les préconisations.

Par ailleurs, le taux vaccinal de la population gardoise est en progression (part des personnes de 12 ans ou plus vaccinées dans le Gard de 84.9%) ; l'accélération de la dose de rappel (troisième dose) devrait participer à une moindre hausse de la gravité des cas.

Dans cette perspective, il convient de maintenir en plus du respect des règles de distanciation physique et des gestes barrières, le port du masque dans les ERP ; l'aération des pièces (5 minutes par heure) doit être aussi fortement rappelée. En extérieur, le port du masque doit être maintenu lorsque la distanciation physique n'est pas possible et privilégié notamment dans les centres urbains.

Par ailleurs, il convient de le prescrire :

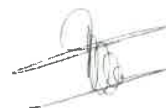
- Dans les marchés de plein-air alimentaires et non-alimentaires, les brocantes et vide-greniers, foires et fêtes foraines ainsi que les ventes au déballage ;
- Dans tout rassemblement public générant un rassemblement important de population, les festivals, les concerts en plein-air et les événements sportifs de plein-air ;
- les transports publics et les espaces d'attente des transports en commun terrestres et aériens (abris bus, aéro-gares, quais des gares, quais des voies de tramways) ;
- aux abords des centres commerciaux dans un rayon de 50 mètres ;
- aux abords des lieux de culte dans un rayon de 50 mètres aux heures d'entrée et de sortie des offices ;
- au sein des espaces et des files d'attente à l'extérieur des établissements recevant du public ;
- au sein des établissements recevant du public, pour ce qui concerne leurs parties intérieures et extérieures.

Il faut y ajouter toutes les manifestations festives liées à la période de fin d'année.

Il est précisé que le masque doit obéir aux normes en vigueur (masques grand public, masques chirurgicaux mais pas de visières) et doit couvrir bouche et nez. Il est utile de se référer à l'avis du 18 et 20 janvier 2021 du Haut Conseil de la santé publique complémentaire de celui du 14 janvier et relatif aux mesures de contrôle et de prévention de la diffusion des nouveaux variants du SARS-CoV-2.

Dans les conditions précédemment décrites, j'émet un avis favorable aux mesures envisagées.

P/ Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé
Occitanie et par délégation,
Le directeur départemental



Claude ROLS